**Conférence de Mona Makram-Ebeid, membre du Board de la Fondation**

Le mercredi 11 avril, l’association France Egypte a invité Mme Mona Makram-Ebeid pour une conférence sur le thème «Un regard éclairé sur les récents développements en Egypte». Mme Mona Makram-Ebeid, membre du Board de The House of the Rising Stars Foundation, est une sénatrice et politologue égyptienne. Actuellement professeure à l’Université Américaine du Caire, elle est aussi officier de la Légion d’honneur, ancien membre du Conseil des Droits de l’homme, et membre du Conseil National de la Femme.

Suite à la réélection du Président Abdel Fattah al-Sissi pour un second mandat, Mme Makram-Ebeid a souhaité revenir sur les principaux défis qui attendent le Président égyptien pour les quatre années à venir. Sans pour autant juger l’action ou le programme du président, elle a exprimé sa vision de la société égyptienne contemporaine et fait la lumière sur les dynamiques qui s’y opèrent.

La réélection du Président égyptien a été largement critiquée et qualifiée de mascarade par les médias français, qui méconnaissent les mécanismes socio-politiques de l’Egypte contemporaine. Car en effet, en Egypte, Sissi est considéré par de nombreux citoyens comme le rédempteur, le symbole d’une reprise en main après des années de révolution et de pouvoir aux mains des intégristes islamistes. Cette réélection s’est passée dans un contexte où les égyptiens avaient le choix entre une “théocratie totalitaire” proposée par les intégristes ou un candidat prônant une Egypte plus modérée tournée vers l’avenir. Alors que le traumatisme du mandat Morsi et des Frères Musulmans reste très fort, les égyptiens ont choisi de s’opposer à cette violation des droits de l’homme continue et à cette domination idéologique d’un islam radical. De plus, tandis que le premier mandat de Sissi consistait à résoudre le problème immédiat posé par le terrorisme dans le pays, ce second mandat pourra se concentrer plus en profondeur sur la restauration de la stabilité et de la liberté dans le pays.

Aussi, le retour sur la scène politique du parti historique Wafd est, selon Mme Makram-Ebeid, un signe encourageant dans le sens du pluralisme politique en Egypte. En effet, ce parti, qui avait largement contribué à l’indépendance du pays en 1922, avait disparu de la scène politique par la suite. Alliés aux Frères Musulmans lors de leur retour en 2010, ils sont désormais une force d’opposition avec un nouveau président à leur tête. La vraie bataille pour ces nombreux petits partis égyptiens est donc de se faire entendre, d’être force de propositions et de changer le paysage politique.

Quelles sont les trois grands défis actuels en Egypte ? La menace terroriste, l’économie exsangue et la démographie galopante.

Tout d’abord, le défi du terrorisme et de la radicalisation seront bien entendu en tête de l’agenda du Président pour les années à venir. Le plus gros chantier sera notamment celui du Sinaï : il sera central pour le président d’y mener une action d’éradication du terrorisme et de développement de la région, jusqu’ici négligée et laissée pour compte. De plus, sous un angle géographique, l’Egypte est au cœur de la route empruntée par les terroristes entre la Libye et la Syrie. Il est ainsi d’autant plus primordial que l’Etat joue son rôle au sein de cette problématique internationale. Si l’Egypte tombait aux mains des islamistes radicaux, ce serait toute la région qui serait déstabilisée et au bord du chaos. La sécurité et la stabilité de l’Egypte sont donc des problématiques non seulement au cœur du pouvoir Égyptien mais également des autres pays voisins, dont la France.

Qui assure la stabilité en Egypte ? C’est l’armée, et donc par extension le chef des armées, le Président. Le défi est toutefois de rassembler la société civile pour que d’elle-même, elle se protège de l’extrémisme. Il faut donc que Sissi élargisse le champ politique, qu’il investisse dans l’éducation et la formation civique. Et il a besoin du peuple pour accomplir cette mission essentielle à la stabilité du pays. Car la société égyptienne n’est pas radicale, n’est pas extrémiste. C’est le vide politique laissé après Moubarak qui a permis aux Frères musulmans d’accéder au pouvoir et aux égyptiens laissés pour compte de tomber dans le fondamentalisme religieux. Alors que les dirigeants politiques égyptiens s’étaient efforcés de chasser les extrémistes de la société, l’avènement des Frères Musulmans a changé la donne et, en présentant leur vision de la religion comme celle d’un retour à des valeurs fondamentales, a attiré beaucoup de sympathie dans une période troublée. Cependant, avec le retour de la stabilité politique, le fondamentalisme a perdu de son éclat et recule énormément au sein de la société, qui n’est plus autant perméable à ces idées.

Ensuite, l’économie égyptienne, bien qu’encore exsangue, est en train de reprendre du lest. En effet, elle présente des indicateurs économiques en hausse qui attirent à nouveau en masse les investissements étrangers : le taux de croissance est prévu à 6% dans les mois à venir, le taux de chômage est à la baisse, les exportations augmentent considérablement. Le tourisme, importante part du PIB égyptien, reprend également petit à petit et l’ouverture d’un nouveau musée au Caire présentant les dernières découvertes des archéologues devrait favoriser cet essor. Le défi du nouveau président dans ce domaine est donc de surmonter les obstacles allant à l’encontre d’une transformation de l’économie égyptienne, qui doit devenir opérationnelle plus que monétaire en se basant sur l’agriculture ou l’industrie du pays.

De plus, il est estimé que la population égyptienne augmente d’un million d’habitants tous les 10 mois, ce qui en fait à la fois une force à exploiter et une possible faiblesse du pays si des politiques adaptées ne sont pas mises en place. Un des défis de la politique interne est d’inclure sa population jeune (60% des égyptiens ayant moins de 30 ans) en utilisant notamment dans une bien plus grande mesure les réseaux sociaux. La politique doit s’adapter aux changements technologiques, et jusqu’ici seuls les partis islamiques radicaux ont réussi à exploiter cette source de mobilisation massive.

Enfin, en termes de politique étrangère, l’Egypte va devoir assurer la sécurité hydrique du pays, notamment en renégociant avec l’Ethiopie sur le sujet du barrage hydrique de la Renaissance construit sur le Nil par ces derniers. De plus, l’Egypte doit pouvoir reconstituer un axe arabe afin d’aider les Etats voisins à se reconstruire et ainsi assurer la sécurité et la stabilité dans la région. Et sa relation privilégiée avec la France sera au cœur de ses relations avec l’Europe et les pays méditerranéens.